

Valor-IG'08 – les journées de l'Information Géographique à l'Ifremer

Nantes, 26-27 mars 2008

Compte-rendu de la table ronde

Nous avons choisi de garder le « style direct » dans ce compte – rendu afin de mieux respecter les dires des différents intervenants.

En introduction, **Jacques Denis (Ifremer, DPCP)** propose pour lancer le débat que la table ronde se déroule en trois étapes :

1. bilan de la journée par rapport aux objectifs fixés,
2. questions en suspens non abordées, attentes non satisfaites,
3. besoins, recommandations et suites à donner.

Olivier Gauthier (post-doc Ifremer, EEP/LEP)

Comment définir (et comprendre) un indicateur, un indice ou un descripteur ?

Quelle frontière entre ces appellations ?

L'indicateur est quelque chose de simple à mesurer qui doit renseigner sur quelque chose de plus complexe. Deux domaines s'interfacent, le domaine scientifique qui construit les indicateurs et le domaine public qui en est l'utilisateur.

Roger Kantin (Ifremer, LERPAC)

Il donne l'exemple de l'herbier Posidonie : l'indice serait la surface foliaire quand le descripteur serait la feuille de Posidonie. Et l'indicateur l'EQR (Environmental Quality Ratio) est l'indicateur qui permet de caractériser l'état de l'herbier, de très bon à mauvais suivant sa valeur. Question de terminologie. Indice qui servirait à calculer l'indicateur et l'indicateur qui sert à qualifier un état écologique par exemple.

Alain Bodoy (Ifremer, DPCP)

La différence se fait par l'usage qui est fait de l'indicateur. Descripteur et indice relèvent du langage de scientifiques. La variable relève du domaine du grand public.

Indicateur : on n'est pas en train de changer de domaine ? Une démarche en développement durable implique de s'approprier l'indicateur de manière simple. L'indicateur doit être simple et tourné vers l'utilisateur. Le scientifique produit quelque chose qui est destiné à lui échapper. Il convient de donner les conditions d'emploi et le plus clairement possible.

Jacques Denis

Un indicateur est une information qui est destinée à répondre à une question posée, en l'occurrence posée à un scientifique. L'indicateur est voulu par le décideur car il en a besoin et en est l'utilisateur final.

Il y a bien litige entre indicateurs / indices. On ne va pas trancher aujourd'hui. C'est une question de terminologie sur laquelle il faudra revenir et statuer.

Brice Trouillet (Université de Nantes)

D'accord avec ces propos. Il peut y avoir basculement de l'un à l'autre. Exemple des paramètres utilisés dans le champ scientifique. Repris par le grand public (ex. de la température pour le médecin).

Il faut distinguer les indicateurs spatiaux (issus de l'analyse spatiale, qui renseignent sur un phénomène géographique) des indicateurs spatialisés (indications géoréférencées, positionnées dans l'espace).

Jacques Populus (Ifremer, Dyneco/AG)

Difficulté à formaliser parfois. Un indicateur à mettre dans la tête d'un décideur ou d'un scientifique ? Tout ceci relève de processus interactifs. Quand on sonde les milieux professionnels ou de décision, on ne peut pas toujours leur faire formuler les besoins. Où naît vraiment le besoin d'indicateur ?

Roger Kantin

Exemples concrets d'un indicateur pour caractériser la biodiversité (MEDAD) qui est quelque chose de complexe et aussi définition d'un ou de plusieurs indicateur de suivi des politiques environnementales (pour lutter contre l'érosion de la biodiversité, point fort du futur Observatoire de la Biodiversité). Il faut rechercher l'indicateur pertinent. Toute une réflexion est à mener qui, pour l'instant, n'est pas finalisée. La demande vient du gestionnaire. Les scientifiques doivent élaborer un indicateur avec pour objectif d'obtenir quelque chose de fiable.

Gildas Borel, (Nasca Géomarine)

Il existe plusieurs types d'indicateurs. Si l'on considère le cas des indicateurs de performance Ils peuvent être simples ou plus compliqués selon les domaines. Dans le cas d'une étude réalisée pour le compte du « Marine Institute » irlandais, ont ainsi été proposés des indicateurs simples appliqués à un organisme (publications, brevets, avis ...) qui servent par exemple pour un Gouvernement à évaluer la Recherche au niveau national. Mais ont également été mis en exergue, d'autres plus complexes permettant d'évaluer des publications (domaine de la bibliométrie destiné à des scientifiques pour évaluer leurs pairs).

Jacques Populus

Alain Bodoy a mentionné 58 indicateurs dans le programme ECASA. Comment pondérer et synthétiser ?

Jacques Denis

Des travaux sont menés sur les indicateurs de performance des AMP. En quoi une AMP est-elle performante ?

Pierre Watremez (Agence AMP)

Ca dépend du type d'AMP et des objectifs qui lui sont assignés. De l'évaluation des résultats on peut avoir une vision purement comptable : liste d'espèces, habitat présent ou pas, surface en augmentation ou en régression (ex des algues), ou encore à des interactions entre espèces et habitats. Une approche écosystémique est toujours plus compliquée et se décline de différentes façons : protection, exploitation. Si l'AMP est de nature compliquée (ce qui n'est pas le cas pour Natura 2000), on n'est plus dans une optique de protection mais dans une optique de gestion. Exemple : comment maintenir le champ d'algues de Molène ? Réfléchir à regarder à nouveau le parc, trouver les espèces qu'on peut exploiter, trouver les méthodes de gouvernance. Il faudra inventer les méthodes de gouvernance : autant de pistes à découvrir, d'objectifs à fixer, problèmes vite complexes.

Mais qui définit les indicateurs ? Le gestionnaire n'a pas toujours d'idée sur les indicateurs mais il veut qu'on lui indique ce qui se passe.

Roger Kantin

La question des dates "butoir" pour élaborer des indicateurs ainsi que du poids à leur donner pour atteindre l'objectif fixé (exemple du bon état écologique) et à la clé, la définition des plans de gestion est en jeu. D'où l'intérêt de la « GIZC attitude » à adopter pour travailler correctement à l'interface scientifique et gestionnaire !

Jacques Denis

La phase amont dans le processus est importante car le processus part du décideur qui, ensuite, demande un investissement particulier de la part du scientifique tout en gagnant « GIZC attitude ». Un indicateur est issu d'une co-construction, il faut le rappeler, tout comme il faut travailler davantage avec les décideurs. Il faut une (r)évolution dans la façon de travailler des scientifiques.

Jean-Yves Quintin (Ifremer, Dyneco/AG)

Le processus ne part pas nécessairement du décideur, qui pose des questions aux scientifiques pour qu'ils choisissent les meilleurs indicateurs pour y répondre. L'utilisateur final à ses propres questions (exemple : conditions météorologiques favorables à l'exploitation d'une aire géographique dans le cas des énergies nouvelles, et fiabilité de cette information), et a besoin d'indicateurs pour y répondre. Le décideur s'intéresse à l'indicateur surtout quand il y a risque de conflit d'usage entre les différents

utilisateurs potentiels de l'aire géographique considérée, ou pour répondre à des obligations de mise en application de directives européennes.

Roger Kantin

Il faudrait pouvoir tenir ensemble la double démarche « top down » et « bottom up ». Bottom up est illustré par des programmes du genre ECASA (58 indicateurs, dans lesquels il faut trier) et pour top down on a l'exemple des Directives européennes qui entraînent une obligation de résultat à faire valider par la base qui produit la connaissance pour les satisfaire. Il faut faire le lien entre les 2 deux approches ; il y a bien un secteur de convergence entre elles. De même pour des indicateurs GIZC : la réflexion locale doit être capable de donner le jour à des indicateurs qui montent vers ceux édictés par en haut.

Le degré d'incertitude inévitable doit être validé pour que les indicateurs soient stabilisés.

Pierre-Gildas Fleury Ifremer, LERMPL)

Concernant les indicateurs, on peut comprendre d'en avoir au départ, a priori, un grand nombre proposé essentiellement par les scientifiques mais auxquels peuvent aussi s'ajouter des propositions des professionnels, de l'administration, des économistes, etc.

Cependant l'idée est d'en sélectionner le plutôt possible (un an ?) un panel opérationnel plus restreint, sur des critères objectifs (statistiques notamment et, si possible, par un tiers) afin d'éviter que chacun ne défende "son" indicateur :

- critères statistiques : indicateurs les plus corrélés avec la variable étudiée mais aussi les plus complémentaires et en évitant les redondances,
- critères pragmatiques : en cas de redondance, donner la préférence évidemment selon des critères de facilité d'emploi, de coût, etc."

C'est au scientifique de faire le choix (tests de corrélation ...). L'utilisateur veut un indicateur clés en mains. Mais il peut être critique sur la sélection faite (exemple d'ECASA). Une démarche qualité doit être appliquée à l'approche des indicateurs par l'utilisateur. Il y a besoin de retours. Ici, on voit l'importance « de l'usage de l'indicateur ».

Alain Bodoy

Un indicateur doit être simple et compréhensible. On ne sait pas s'il y a appropriation ou pas. On a besoin de retour pour savoir si ces indicateurs sont suffisamment simples. Pour le moment le scientifique ne le sait pas.

Roger Kantin

L'aspect financier intervient aussi dans le choix des indicateurs. Il faut se mettre à la portée des utilisateurs. Il faut trouver un juste milieu entre obtenir un indicateur fiable, crédible et quelque chose qui permette de discuter à tout moment.

Timothée Besse (étudiant Agrocampus Rennes)

La « GIZC attitude » est bien réelle avec la notion de co-construction. Peut-on faire participer les professionnels à la collecte des données (ex. conchyliculteurs), ce qui améliorerait leur appropriation du processus ?

Jacques Denis

Comme il était mentionné dans la présentation de Louis Brigand, l'ensemble des acteurs sont concernés par les questions de gestion de l'espace qu'ils fréquentent et utilisent.

Timothée Besse

Les professionnels surtout sont questionnés, à l'exemple d'une distribution de papiers pH où ils se sont sentis impliqués.

Jacques Denis

On a besoin de retours qui ne viennent pas. Soit celui qui a posé la question (le décideur) s'est désintéressé de la question, soit le scientifique n'a pas utilisé la bonne manière. Mais s'il n'y a pas de retours, il faut en expliquer et analyser les raisons (peut-être qu'une question de relations avec l'utilisateur se pose ?).

Michel Ropert (Ifremer, LERN)

Dans les LER, on cherche de la donnée et c'est difficile d'impliquer les professionnels dans la collecte des données, idem pour les gestionnaires. Ils ne sont pas disponibles, n'ont pas le temps. Il ne faut donc pas se faire trop d'illusions. C'est très difficile à mettre en place.

Claire Rollet (Ifremer, Dyneco/AG)

Difficulté de cohérence entre indicateurs définis par les scientifiques pour des raisons de coût qui sont un facteur limitant. Pour le Reben Bretagne, le choix sur les indicateurs s'est fait au sein de groupes d'experts. Parfois, les propositions faites par les scientifiques ont été revues à la baisse pour des raisons financières. D'où le risque d'incohérences et le dilemme à régler pour satisfaire tout le monde (instances, gouvernement.), y compris les scientifiques qui veulent garder leur ligne de conduite pour assurer la qualité des résultats. Comment alors pondérer car si on dénature la méthode, les résultats ne sont pas satisfaisants ?

Claire Rollet

Question au sujet de la qualité des masses d'eau DCE : on n'évalue pas tous les habitats de la même façon. Il peut y avoir à l'arrivée des résultats ni bons ni mauvais. Comment alors mettre les priorités ?

Roger Kantin

Dans le cas de la DCE, le paramètre le plus déclassant va caractériser la masse d'eau, d'où l'intérêt de faire des études d'inter-comparaisons entre différentes régions (Espagne, Catalogne, Grèce...) pour que les langages soient les mêmes.

Claire Rollet

On aura donc un indice qui qualifie la masse d'eau qui sera une première information, mais il faut s'assurer que quelqu'un qui s'intéresse à cette masse d'eau ait la documentation sur tous les indicateurs.

Roger Kantin

La documentation est composée des comptes rendus des groupes de travail et des rapports avec résultats et méthodologies de calculs (cf. rapport du LER/PAC sur les districts Rhône et côtiers méditerranéens, et Corse, remis à l'AERM &C). Exemple aussi d'INTERREG IIIB Posidonia : un des objectifs était aussi d'intercomparer différents indicateurs.

Michel Ropert

Le débat est passionnant et il montre que beaucoup de questions restent en suspens. Mais, il y a ambiguïté quand on met en parallèle la demande et les contraintes liées à des règlements, des directives très précises, avec des échéances. A-t-on les moyens d'y répondre ? Un gros investissement est consenti par les laboratoires côtiers qui ont pourtant beaucoup d'engagements par ailleurs. Les LER sont les petites mains dans de tels dispositifs avec l'inconvénient qu'ils ont une vision parcellaire des choses. Peut-on tout faire ? N'a-t-on pas tendance à trop s'engager ?

Roger Kantin

En Méditerranée, on s'appuie sur un réseau de sous-traitants (bureaux d'études, centres de recherche comme STARESO, Observatoire Océanologique de Banyuls, Laboratoire de Rouen), avec le budget correspondant pour assurer le suivi DCE que l'Ifremer coordonne. Il y a aussi une forte implication des deux LERs concernés (PAC et LR). On essaie d'arriver à mobiliser les personnes les plus compétentes avec une méthodologie bien identifiée. Fort lien entre l'Agence de l'Eau et l'Ifremer en Méditerranée.

Alain Bodoy

La mise en œuvre des indicateurs implique celle d'outils de maintien. Il est plus facile de les définir que d'en assurer le suivi sur le long terme, pourtant indispensable. Qui donc va les maintenir et avec quels outils ?

Hubert Grossel (Ifremer, EMP)

Des données sont produites pour le classement d'une masse d'eau dans le cadre de la DCE et lui donner un statut. Le public a droit à cette information. Il pourrait ne pas se sentir concerné et contester

certaines choses. On doit donc pouvoir remonter à l'origine d'un mauvais classement (exemple contaminant à l'origine du déclassement).

La double démarche montante et descendante implique un croisement qui devra se réaliser quelque part.

La DCE est une lourde mécanique qui se met en marche. Les indicateurs sont issus de débats de scientifiques (groupes d'experts) mais dont la mise au point doit être faite dans le cadre d'une harmonisation au niveau européen (exemple du classement de la qualité chimique des masses d'eau).

Les indicateurs qui vont servir à la GIZC devront reprendre ces indicateurs officiels (exemple : DCE) mais devront être intégrés à une réflexion locale pour être adoptés (en tenant compte des spécificités locales : exemple : indicateurs économiques liés à l'exploitation des algues).

Roger Kantin

Exact : le maître mot c'est harmonisation et l'interopérabilité de grands projets à différentes échelles. Ils impliquent aussi la mutualisation des données.

Jacques Denis

Dans le domaine de la GIZC, il y a des projets de recherche d'une part (ex. SPICOSA), comme il y a des projets de territoires (exemple des projets GIZC de la DIACT). Il faut jouer sur les deux plans.

Le bilan des projets GIZC de la DIACT s'est fait selon les 5 critères : intégration des acteurs, des connaissances empiriques, des différentes institutions, des usages sur les territoires en question. Il a été réalisé dans le cadre du suivi et accompagnement scientifique des projets, en lien direct avec des gestionnaires, porteurs du projet (action de JL Gaignon).

Un second appel d'offre GIZC lancé par la DIACT pour la fin du premier semestre. J. Denis espère que l'Ifremer va s'y impliquer davantage au niveau local (des LERs).

Jacques Populus

Concernant la DCE il n'est pas certain que les toutes les intercalibrations d'indicateurs soient l'objet d'une réflexion suffisante.

Il existe différentes physionomies de représentation des indicateurs. Ainsi, il existe des indicateurs « spatialement simples » caractérisant les activités humaines (de type IFEN, comme les statistiques calculées par zone administrative) et aussi des indicateurs « stationnels », de type DCE ou REBENT, dont la portée spatiale est beaucoup plus limitée que la portée temporelle.

Justement, on parle peu ici d'indicateurs vraiment spatialisés et, à ce sujet, il faut noter que depuis la pollution de l'Amoco-Cadiz on n'a toujours pas d'atlas national de sensibilité des côtes aux hydrocarbures. Faut-il y voir la responsabilité dans la structure administrative des niveaux décisionnels en France, qui fait que la gestion POLMAR est très locale ?

Plus généralement, la demande en cartographie (qui est le support des indicateurs spatiaux) augmente dans le domaine marin et côtier, milieu difficile (car opaque et peu visible) et le nombre de spécialistes capable de les réaliser est plutôt en déclin.

Jacques Denis

On a fait un état des lieux ou tour d'horizon certainement incomplet des indicateurs. Quelle est la demande de demain ? On la voit bouger avec l'émergence des systèmes d'information et d'aide à la décision.

Nous sommes dans ce mouvement qui veut intégrer tous ces besoins de gestion de la donnée et la transformer en indicateurs. On a beaucoup de travail en vue avec les partenaires.

Jean-Luc Hall (Diren Basse-Normandie)

Des questions ont été posées : justification du travail du pôle géomatique marin avec Sextant sur la façade Manche et Mer du Nord. Hier, nous avons passé Simon (SIG marin du mont Saint-Michel) en revue. Il qui répond à des attentes. La même chose existe pour l'estuaire de la Seine. Actuellement aussi sur la Côte des Havres. On va disposer assez rapidement d'une palette d'indicateurs. Actuellement pour Natura 2000 en mer, sur chaque site, dans les comités de pilotage, on pourra piocher parmi ces indicateurs. L'accès à un inventaire des indicateurs existants serait d'une grande utilité.

Jacques Denis

L'Ifremer est en pleine réflexion prospective. Vu les travaux qui évoluent, cela ne mériterait-il pas que l'on s'organise mieux en créant un « service » ou une action renforcée dans le projet de Jacques Populus du programme DD-GIZC, étant donné que la demande va croissant ? Cette journée a montré l'intérêt très fort porté aux indicateurs.

Alain Bodoy

Faire le bilan des indicateurs produits permettrait de constater l'ampleur des travaux déjà effectués. Faire un bilan des indicateurs dans la maison est certainement une proposition à creuser. Site Web ?

Roger Kantin

On peut mentionner à ce titre le rôle fédérateur de l'AAMP et de la convention cadre de coopération signée avec l'Ifremer

Pierre Watremez

Réunion d'un comité de pilotage le 10/04/08 pour accord cadre qui facilitera le travail. A souligner que des actions à mener de façon commune sont prévues. Il y a obligation de résultat mais aussi de produire quelque chose qui ait un sens. Il est important de tenir informé le MEDAD de ces réflexions pour contribuer à faire évoluer les politiques sectorielles et mette en œuvre des mesures allant dans le sens d'une préservation / restauration de la biodiversité.

Jacques Denis

Le sujet sur les indicateurs était une première qui aura certainement des prolongements. Il faut remplir la fiche des évaluations pour le confirmer et nous conforter dans l'organisation d'autres événements sur le sujet. Ce sujet peut ressortir d'ailleurs sous une autre forme comme la modélisation qui est très au cœur de cette réflexion. Peut-être que ce sujet des modèles serait à retenir pour la journée thématique de l'année prochaine ? Vous pouvez réagir à cette idée-là.

Conclusion

Il ressort de cette table ronde – outre une meilleure définition de la notion de bio indicateur – la nécessité de définir des « indicateurs » qui répondent aux besoins affichés par les gestionnaires (en particulier des AMP) et pour lesquels la communauté scientifique doit relever le défi. Si certains d'entre eux sont déjà bien définis, le travail à réaliser est encore important, comme par exemple dans celui de la biodiversité.

En partant de plusieurs exemples argumentés, cette notion d'indicateurs est destinée à prendre de l'envergure dans les années qui viennent, car ils serviront non seulement pour caractériser un environnement (au sens large ou au sens strict), mais aussi pour caractériser le suivi des politiques sectorielles. La bonne représentativité des gestionnaires et administrations décentralisées au cours de cette session est d'ailleurs significative vis à vis de cette coopération et des orientations à suivre dans le futur.